

Robert Zimmermann

Docteur en droit

Juge au Tribunal cantonal du canton de Vaud, Lausanne

La coopération judiciaire internationale en matière pénale

4^e édition



Stämpfli Editions

Table des matières

Avant-propos à la première édition	V
Avant-propos à la deuxième édition.....	VI
Avant-propos à la troisième édition.....	VII
Table des matières	IX
Liste des abréviations	XIX
Bibliographie	XXIX
 Introduction	 1
 I. Généralités	 5
Chapitre 1: Définitions.....	5
1. Notion	5
2. Formes	7
3. Nature	8
4. Limites et étendue.....	10
 Chapitre 2: Les normes régissant la coopération internationale.....	 13
A. Le droit international	13
1. Les conventions de coopération.....	13
1.1. Les conventions élaborées dans le cadre de l'ONU.....	13
1.2. Les conventions du Conseil de l'Europe	20
a) La Convention européenne d'entraide judiciaire	20
b) La Convention européenne d'extradition.....	23
c) Les autres conventions.....	25
1.3. Les conventions de l'Union européenne.....	27
a) Les accords de Schengen	30
b) La Convention relative à l'extradition simplifiée	37
c) La Convention relative à l'extradition.....	40
d) L'accord d'extradition avec les Etats-Unis d'Amérique	45
e) La Convention d'entraide judiciaire.....	46
f) L'accord d'entraide avec les Etats-Unis d'Amérique	49
g) Le mandat d'arrêt européen	51
h) Les autres mesures relatives à l'entraide judiciaire	60
1.4. Les conventions bilatérales.....	63
1.5. Les déclarations de réciprocité	76
2. Les Conventions de répression	76

2.1.	Le génocide	76
2.2.	La torture	78
2.3.	Le terrorisme	80
2.4.	La criminalité organisée	98
2.5.	Le blanchissage d'argent	102
2.6.	La corruption	122
2.7.	La fraude aux intérêts financiers de l'Union européenne.....	136
2.8.	Le gel et la confiscation des avoirs et des biens ..	146
2.9.	Domaines divers	157
B.	Le droit interne	168
1.	La répartition des tâches entre la Confédération et les cantons.....	169
1.1.	La compétence interne de la Confédération	169
1.2.	La compétence internationale de la Confédération	171
2.	Le droit fédéral	172
2.1.	La loi fédérale de 1892 sur l'extradition aux Etats étrangers	172
2.2.	La législation fédérale sur la coopération judiciaire en matière pénale.....	173
a)	La loi fédérale de 1975 relative au traité d'entraide judiciaire avec les Etats-Unis d'Amérique	174
b)	La loi fédérale de 1981 sur l'entraide internationale en matière pénale	175
c)	La révision de l'EIMP et la LTEJUS du 4 octobre 1996	176
d)	Les révisions ultérieures	179
2.3.	La législation fédérale sur la coopération avec les tribunaux pénaux internationaux.....	184
a)	La coopération avec les tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda et son extension au Tribunal spécial pour la Sierra Leone.....	184
b)	La loi fédérale sur la coopération avec la Cour pénale internationale	185
2.4.	La révision du droit fédéral consécutive à l'adoption de la LTF	186
3.	Le droit cantonal.....	186
4.	Pour une centralisation de la procédure.....	187
Chapitre 3: Les rapports entre les normes régissant la coopération internationale.....		191
A.	Les rapports entre les normes internationales.....	191
1.	Le droit international comme fondement de la coopération internationale	191

2. Les rapports entre les traités	194
3. Les normes supérieures du droit international	198
3.1. Les normes impératives et obligatoires du droit international.....	199
3.2. Les principes généraux du droit des gens	204
4. La coopération internationale et la protection internationale des droits de l'homme	213
4.1. Les garanties matérielles	217
a) En matière d'extradition.....	217
b) En matière d'entraide	226
4.2. Les garanties procédurales	227
a) En général	227
b) La détention extraditionnelle	231
B. Les rapports entre les normes internationales et le droit interne.....	233
1. La primauté du droit international	233
2. Le droit interne comme fondement de la coopération internationale	234
3. Les normes impératives du droit interne.....	238
C. Les rapports entre les normes du droit interne	240
1. La force dérogatoire du droit fédéral	240
2. La coopération internationale et les droits constitutionnels des citoyens	241
II. Droit formel	243
Chapitre 4: Les autorités	243
A. Les autorités fédérales	243
1. Le Conseil fédéral.....	243
2. Le Département fédéral des affaires étrangères.....	245
3. Le Département fédéral de justice et police.....	246
4. L'Office fédéral de la justice.....	247
4.1. Compétences générales	247
4.2. Compétences spéciales en matière d'extradition, de transfèrement aux tribunaux pénaux internationaux et de remise à la Cour pénale internationale	253
4.3. Compétences spéciales en matière d'entraide	256
4.4. Compétences spéciales en matière d'entraide avec les Etats-Unis	260
5. Le Ministère public de la Confédération	262
6. La Direction générale des douanes	263
7. Les organes supérieurs de police de la Confédération et des cantons.....	263
8. La Commission consultative instituée par l'art. 6 aLTEJUS	265

9. La Commission permanente instituée par l'art. 111 al. 2 EIMP.....	266
10. Le Tribunal pénal fédéral.....	266
11. Le Tribunal fédéral	267
B. Les autorités cantonales.....	268
Chapitre 5: La procédure	271
A. Le droit applicable.....	271
B. Les parties	278
C. La demande	281
1. L'objet de la demande.....	282
2. L'acheminement et la remise de la demande	283
3. La forme de la demande	288
4. Le contenu de la demande	291
5. Le complètement de la demande	301
6. Le concours de demandes.....	303
7. La demande devenue sans objet	305
8. Le traitement de la demande.....	306
8.1. L'examen de la validité de la demande.....	306
8.2. L'exécution de la demande	307
8.3. L'exécution conditionnelle.....	313
8.4. L'exécution différée	319
8.5. La notification de la décision relative à la demande	320
8.6. L'autorité de chose jugée	323
8.7. La restitution.....	324
9. La remise d'objets ou de valeurs.....	325
9.1. La réglementation de l'ancienne EIMP.....	325
9.2. Le système de la nouvelle EIMP	328
9.3. La remise extraditionnelle	328
9.4. La remise à titre probatoire.....	330
9.5. La remise en vue de confiscation ou de restitution.....	332
D. Questions spéciales relatives à l'extradition	349
1. Les mesures provisoires.....	349
2. La détention extraditionnelle	352
3. L'octroi de l'extradition.....	359
3.1. L'extradition simplifiée.....	360
3.2. La remise de l'extradé.....	362
3.3. La remise ajournée ou temporaire	363
3.4. Le délai de répit.....	363
3.5. L'extension de l'extradition.....	365
3.6. La réextradition	366
E. Questions spéciales relatives à la remise à la Cour pénale internationale et au transfèrement aux tribunaux pénaux internationaux.....	367
1. Les conditions de la remise et du transfèrement.....	368

2. Les mesures provisoires.....	371
3. La remise et le transfèrement.....	375
3.1. La décision	375
3.2. La remise et le transfèrement simplifiés.....	376
3.3. L'exécution de la remise et du transfèrement	377
3.4. La remise et le transfèrement ajournés ou temporaires	377
F. Questions spéciales relatives à l'entraide.....	378
1. Les mesures provisoires.....	378
2. La notion d'actes d'entraide.....	382
3. La notification d'actes de procédure, de décisions judiciaires et de citations	384
3.1. En général.....	384
3.2. Dans l'application du TEJUS.....	387
4. La citation de témoins ou d'experts	391
5. La protection du domaine secret.....	394
5.1. En général.....	394
5.2. Dans l'application du TEJUS.....	399
5.3. L'apposition et la levée de scellés.....	400
6. Le tiers non impliqué.....	403
6.1. En général.....	403
6.2. Dans l'application du TEJUS.....	405
7. L'obligation de garder le secret.....	406
8. La présence de personnes qui participent à la procédure étrangère	407
8.1. En général.....	407
8.2. Dans l'application du TEJUS.....	413
9. La transmission spontanée de moyens de preuve et d'informations	416
10. L'entraide «sauvage»	425
11. L'exécution simplifiée.....	427
12. La remise de détenus aux fins d'investigation	428
12.1. En général.....	428
12.2. Dans l'application du TEJUS.....	430
13. Le transit.....	431
14. Le maintien de la détention ordonnée à l'étranger	433
15. L'audition par vidéoconférence.....	433
16. L'audition par conférence téléphonique	436
17. L'observation transfrontalière	437
18. La livraison surveillée	441
19. L'enquête discrète	442
20. Les équipes communes d'enquête	444
21. La surveillance de la correspondance par poste et télécommunication.....	448
G. Questions spéciales concernant l'entraide avec les Etats-Unis d'Amérique.....	452
1. L'entraide pour la répression du crime organisé	452

2. La déposition sous serment.....	455
3. Modalités particulières de l'exécution de la demande..	456
4. La remise d'objets ou de valeurs	458
H. Questions spéciales relatives à l'entraide avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux.....	458
I. La Suisse comme Etat requérant	463
J. Le règlement des frais	466
1. Entre les Etats	466
2. Entre la Confédération et les cantons	471
K. L'indemnisation.....	472
1. Pour l'acte licite	472
2. Pour l'acte illicite	473
Chapitre 6: Le droit d'être entendu	477
1. Le droit d'être entendu au sens étroit	478
2. Le droit d'être assisté d'un mandataire	480
3. Le droit de consulter le dossier.....	483
4. Le droit de participer à l'exécution de la demande	489
5. Le droit de recevoir une décision motivée.....	492
6. L'indication des voies de droit	495
Chapitre 7: Les voies de droit.....	497
A. Les voies de droit spéciales	497
1. Le recours administratif.....	497
2. La plainte au sens de l'art. 37 par. 3 TEJUS	499
3. Le recours et l'action au Tribunal administratif fédéral	499
B. Le recours au Tribunal pénal fédéral.....	500
1. L'objet du recours	500
2. La forme et les conclusions du recours.....	516
3. Les motifs du recours	517
4. La cognition.....	519
5. La qualité pour agir.....	520
6. Les délais de recours.....	537
7. L'effet suspensif.....	542
C. Les recours au Tribunal fédéral.....	544
1. Le recours en matière de droit public	544
2. Le recours en matière pénale	549
3. Le recours constitutionnel subsidiaire	550
4. Le recours au sens de l'art. 120 al. 2 LTF	550
5. Les effets de l'arrêt du Tribunal fédéral	551
III. Droit matériel	553
Chapitre 8: Les conditions matérielles de la coopération internationale.....	553
A. L'infraction donnant lieu à la coopération	553

1. En général.....	553
2. Dans l'application du TEJUS.....	556
B. Le caractère pénal et judiciaire de la procédure ouverte dans l'Etat requérant	557
1. En général.....	557
2. Dans l'application du TEJUS.....	560
C. La compétence répressive de l'Etat requérant.....	562
1. Les facteurs de rattachement	563
2. Les facteurs de rattachement et la coopération internationale	568
3. Le principe de l'universalité et la coopération internationale	571
4. L'exception liée au meilleur reclassement social	577
D. La réciprocité.....	578
E. La double incrimination	580
1. En général.....	580
2. Dans l'application du TEJUS.....	592
3. Casuistique	594
3.1. Les infractions liées au trafic de stupéfiants.....	594
3.2. Le crime organisé	595
3.3. Le délit d'initiés	597
3.4. La corruption	599
3.5. Le blanchissage du produit du crime.....	604
3.6. L'escroquerie	608
3.7. Les délits de nature économique, fiscale et commerciale	612
3.8. Divers	613
4. Perspectives	618
Chapitre 9: Les motifs d'exclusion de la coopération internationale.....	621
A. Les motifs liés à la nature de l'infraction réprimée dans l'Etat requérant	621
1. Le délit politique.....	622
1.1. En général.....	622
1.2. Casuistique	632
1.3. Perspectives	634
2. Le but déguisé de la poursuite	635
2.1. En général.....	635
2.2. Casuistique	638
3. Le délit militaire	640
4. Le délit monétaire, douanier, commercial ou économique.....	641
4.1. En général.....	641
4.2. Dans l'application du TEJUS.....	644
4.3. Casuistique	645
5. Le délit fiscal	647
5.1. En général.....	648

5.2. Dans l'application du TEJUS.....	658
5.3. Casuistique	659
5.4. Perspectives.....	662
B. Les motifs liés à la nature de la peine ou aux mauvais traitements encourus dans l'Etat requérant	665
C. Les motifs liés aux conditions de répression de l'infraction	669
1. La bénignité des faits	669
2. Le défaut de compétence de l'Etat requérant	671
3. L'existence d'une procédure parallèle dans l'Etat requis	671
4. La règle «ne bis in idem» et la «res judicata».....	673
5. La prescription.....	683
6. L'alibi.....	691
7. L'extinction de l'action pénale	694
8. L'amnistie	695
9. La gr�ce	697
D. Les motifs liés aux défauts de la procédure dans l'Etat requérant.....	697
1. L'exigence du respect des garanties procédurales.....	703
2. L'interdiction des tribunaux d'exception.....	706
3. Le jugement rendu par défaut	707
4. Les autres défauts graves de la procédure.....	712
E. Les motifs liés à la personne poursuivie.....	714
1. L'immunité.....	714
2. L'�ge	723
3. La maladie	724
4. La mort	726
5. La nationalité	726
6. L'octroi de l'asile.....	731
7. Le reclassement social	733
F. Les motifs liés à l'ordre public, à la sûreté et aux intérêts essentiels de l'Etat requis.....	734
1. En général	734
2. Dans l'application du TEJUS.....	738
3. Perspectives	739
Chapitre 10: L'étendue de la coopération internationale	741
A. Le principe de la proportionnalité	741
B. Le principe de la spécialité	755
1. En général	755
2. En matière d'entraide	757
3. Dans l'application du TEJUS.....	763
4. En matière d'extradition.....	766

IV.	Délégation de la poursuite et exécution des décisions pénales étrangères	769
Chapitre 11: La délégation de la poursuite	769	
1.	En général	769
2.	La Suisse comme Etat requis	771
3.	La Suisse comme Etat requérant	773
4.	La maxime «aut dedere, aut judicare»	778
Chapitre 12: L'exécution des décisions pénales étrangères	789	
1.	Le droit international	789
2.	Le droit interne	804
2.1.	La Suisse comme Etat requis	804
a)	En général	804
b)	Dans l'application de la LCPI	811
c)	Dans l'application de la LCTPI	812
2.2.	La Suisse comme Etat requérant	813
	Table alphabétique	815
	Table de la jurisprudence	881
	Index des principales normes citées	921